

Série d'accords de coopération entre le Burundi et l'Arabie Saoudite

PANA, 20 novembre 2017 Bujumbura, Burundi - Le 2^eme Vice-président burundais chargé des questions économiques et sociales, Joseph Butore, a fait état, lundi, d'une série d'accords de coopération conclus au terme de sa visite de travail (14-19 novembre) en Arabie Saoudite, notamment dans les domaines du tourisme, des travaux publics, de la santé, de l'éducation, des échanges commerciaux et de l'humanitaire. [Photo : Joseph Butore (g) a rencontré le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel Al Jubeir (d).]

Dans cette visite, le Haut responsable burundais était accompagné du ministre des Relations extérieures et de la Coopération internationale, Alain Aimé Nyamitwe, celui des Finances, du Budget et de la Privatisation, Domitien Ndiwokubwayo, ainsi que des représentants de la Chambre fédérale de Commerce du Burundi (Cfcb) et de l'Agence de Promotion des Investissements (Api). Au chapitre des contacts, la délégation burundaise dit avoir rencontré, notamment, par le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel Al Jubeir, et le président du Fonds saoudien de coopération, Yousef Al-Bassam. L'accord du domaine des infrastructures a été conclu avec le Fonds saoudien qui promet un montant de 15 millions de dollars américains destinés à la réhabilitation d'un tronçon routier reliant le sud du Burundi à Bujumbura, la capitale, selon le vice-président Butore. Dans le secteur de la santé, les Saoudiens sont prêts à financer des fournitures en médicaments d'une valeur de 500.000 dollars américains ainsi que la réhabilitation de l'hôpital universitaire « Roi Khaled », le plus grand, à Bujumbura. Concernant le secteur de l'éducation, 50 jeunes burundais vont bénéficier annuellement de bourses d'études pour aller se former dans des universités saoudiennes. Par ailleurs, il a été convenu que l'Arabie saoudite va construire et équiper un institut technique d'enseignement supérieur au Burundi. Dans le domaine des échanges commerciaux, la partie saoudienne a montré un intérêt particulier pour le café et l'avocat burundais, d'après toujours M. Butore. S'agissant du tourisme, les Saoudiens sont prêts à investir dans la construction et le développement de diverses infrastructures, le long du littoral du Lac Tanganyika, bordant Bujumbura, la capitale du Burundi, selon la même source. Le gouvernement burundais tente de diversifier et d'étendre ses relations de coopération à de « nouveaux amis », notamment d'Asie et de l'Est, les alliés traditionnels de l'Occident lui imposent des considérations politiques et des droits humains. En plus du Golfe arabe, les relations se sont particulièrement intensifiées ces derniers temps avec la Russie, la Chine et la Turquie, tout en restant néanmoins en deçà de celles qui liaient traditionnellement le Burundi aux pays membres de l'Union européenne (Ue). A titre indicatif, il reste difficile pour le pouvoir burundais de compenser le manque à gagner qui a été occasionné par le gel de plus de 430 millions d'euros de l'Ue, prévus pour financer divers projets de développement socio-économique sur la période 2014 à 2020. En cause: les élections générales controversées et chaotiques de 2015 et l'absence de dialogue avec l'opposition pour résoudre le contentieux électoral persistant. Le Burundi est un pays dépendant habituellement des aides extérieures, faute de ressources propres à son développement socio-économique, en dehors du café.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});